

5-223COM

Sénat de Belgique

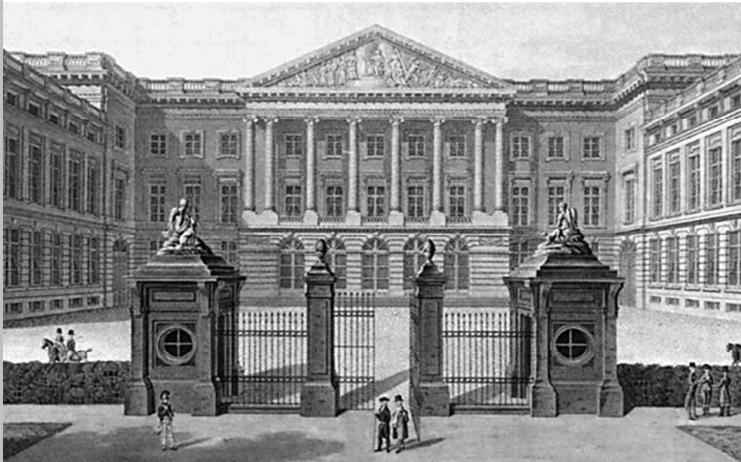
Session ordinaire 2012-2013

Commission des Affaires sociales

Mardi 21 mai 2013

Séance de l'après-midi

Annales



Handelingen

**Commissie voor de Sociale
Aangelegenheden**

Dinsdag 21 mei 2013

Namiddagvergadering

5-223COM

Belgische Senaat
Gewone Zitting 2012-2013

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions – *imprimées en italique* – sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:
www.senate.be www.lachambre.be

Abréviations – Afkortingen

CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
cdH	centre démocrate Humaniste
Ecolo	Écologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
Open Vld	Open Vlaamse liberalen en democraten
PS	Parti Socialiste
sp.a	socialistische partij anders
VB	Vlaams Belang

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling – *cursief gedrukt* – verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:
www.senate.be www.dekamer.be

Sommaire

Demande d'explications de M. Patrick De Groote au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «les pièges à l'emploi de l'assurance indemnités obligatoire prévue par la loi du 14 juillet 1994» (n° 5-2840)	5
Demande d'explications de M. Johan Verstreken au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «la carte accompagnateur gratuit» (n° 5-3051)	6
Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «le service en ligne Communit-e (plus)» (n° 5-3206)	8
Demande d'explications de Mme Dominique Tilmans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «l'augmentation des dépenses d'invalidité» (n° 5-3454)	10
Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «le statut des apprentis» (n° 5-3521)	12
Demande d'explications de Mme Cindy Franssen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «les allocations d'orphelins» (n° 5-3468)	14
Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «un statut pour les intervenants de proximité» (n° 5-3510)	16
Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique et à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur «l'accompagnement des malades cancéreux lors de leur retour sur le lieu du travail» (n° 5-3534)	19

Inhoudsopgave

Vraag om uitleg van de heer Patrick De Groote aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de inactiviteitsvallen in de verplichte uitkeringsverzekering ingevolge de toepassing van de wet van 14 juli 1994» (nr. 5-2840)	5
Vraag om uitleg van de heer Johan Verstreken aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de kaart kosteloze begeleider» (nr. 5-3051).....	6
Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de onlinedienst Communit-e (plus)» (nr. 5-3206).....	8
Vraag om uitleg van mevrouw Dominique Tilmans aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de stijging van de uitgaven inzake invaliditeit» (nr. 5-3454)	10
Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «het statuut van jongeren met een leerovereenkomst» (nr. 5-3521)	12
Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de wezenbijslag» (nr. 5-3468)	14
Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «een statuut voor mantelzorgers» (nr. 5-3510).....	16
Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid en aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over «de begeleiding van kankerpatiënten bij hun terugkeer naar de werkvloer» (nr. 5-3534).....	19

Requalification en question écrite avec remise de la réponse	20	Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord.....	20
--	----	---	----

Présidence de Mme Elke Sleurs*(La séance est ouverte à 14 h 25.)*

**Demande d'explications de
M. Patrick De Groote au secrétaire d'État
aux Affaires sociales, aux Familles et aux
Personnes handicapées, chargé des
Risques professionnels, et secrétaire d'État
à la Politique scientifique sur «les pièges à
l'emploi de l'assurance indemnités
obligatoire prévue par la loi du
14 juillet 1994» (n° 5-2840)**

M. Patrick De Groote (N-VA). – Le 27 novembre 2012, le secrétaire d'État a répondu, en commission des Affaires sociales, à une question que j'ai posée sur les pièges à l'emploi pour le conjoint d'un bénéficiaire d'une indemnité d'incapacité de travail. L'indemnité de ce conjoint peut en effet être réduite lorsque les revenus de la famille dépassent un certain seuil. Dans sa réponse, le secrétaire d'État a énuméré les mesures qui ont été prises ces dix dernières années afin d'améliorer les revenus des personnes handicapées. Il a signalé en outre qu'en application du Pacte des générations, les indemnités ont davantage augmenté que le salaire minimum.

Puis-je conclure de cette réponse que le secrétaire d'État et son administration estiment que, dans la réglementation actuelle, à l'exception du salaire minimum trop bas, il n'existe aucun piège à l'emploi pour l'assuré handicapé en incapacité de travail ou son conjoint ?

Le secrétaire d'État a-t-il déjà eu un contact avec la ministre de l'Emploi sur le fait que le niveau du salaire minimum est un frein à l'activation des personnes handicapées en incapacité de travail ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – La politique de retour au travail est pour le gouvernement une priorité absolue de cette législature. À l'aide de mesures ciblées, il veut stimuler le retour volontaire sur le lieu du travail du titulaire reconnu incapable de travailler et supprimer les éventuels pièges à l'emploi.

J'ai déjà signalé un certain nombre de mesures dans une réponse antérieure. De plus, une nouvelle réglementation qui entrera bientôt en vigueur facilitera la reprise partielle du travail durant une période d'incapacité de travail.

Cette mesure mène à un assouplissement de la procédure. Le titulaire reconnu incapable de travailler ne devra plus attendre l'autorisation du médecin-conseil de la mutualité avant de reprendre le travail. Il lui suffira de signaler préalablement à la mutualité qu'il reprend le travail par le biais d'un formulaire unique et de demander l'autorisation du médecin-conseil.

Les indemnités ont effectivement été réévaluées alors que le salaire minimum garanti n'a pas augmenté dans la même

Voorzitster: mevrouw Elke Sleurs*(De vergadering wordt geopend om 14.25 uur.)*

**Vraag om uitleg van
de heer Patrick De Groote aan de
staatssecretaris voor Sociale Zaken,
Gezinnen en Personen met een handicap,
belast met Beroepsrisico's, en
staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid
over «de inactiviteitsvallen in de verplichte
uitkeringsverzekering ingevolge de
toepassing van de wet van 14 juli 1994»
(nr. 5-2840)**

De heer Patrick De Groote (N-VA). – Op 27 november 2012 beantwoordde de staatssecretaris in de commissie voor de Sociale Aangelegenheden een vraag van mijnen over de inactiviteitsvallen voor de partner van een uitkeringsgerechtigde arbeidsongeschikte. De uitkering van die partner kan namelijk worden verminderd wanneer het gezinsinkomen boven een bepaalde drempel uitkomt. In zijn antwoord gaf de staatssecretaris een opsomming van de maatregelen die het afgelopen decennium genomen zijn om de inkomenssituatie van mindervaliden te verbeteren. Hij wees erop bovendien op dat – in uitvoering van het Generatiepact – de uitkeringen meer zijn gestegen dan het minimumloon.

Kan ik uit dat antwoord afleiden dat de staatssecretaris en zijn administratie oordelen dat er in de huidige reglementering – behoudens het te lage minimumloon – geen inactiviteitsvallen bestaan voor de arbeidsgehandicapte verzekerde of de partner van de arbeidsgehandicapte?

Heeft de staatssecretaris al contact gehad met de minister van Werk over zijn vaststelling dat de hoogte van het minimumloon een rem is op de activering van arbeidsgehandicapte personen?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – Het Return to work-beleid is voor de regering een absolute prioriteit van deze legislatuur. Met doelgerichte maatregelen wil ze de vrijwillige terugkeer naar de werkvlakte van de als arbeidsongeschikt erkende gerechtigde stimuleren en mogelijke inactiviteitsvallen uit de weg ruimen.

In een vroeger antwoord wees ik al op een aantal maatregelen. Heel binnenkort wordt bovendien een nieuwe regeling van kracht, waardoor men tijdens een periode van arbeidsongeschiktheid gemakkelijker het werk gedeeltelijk kan hervatten.

Deze maatregel leidt tot een soepelere procedure. De als arbeidsongeschikt erkende gerechtigde moet niet langer voor de werkherstelling de toestemming van de adviserend geneesheer van het ziekenfonds krijgen. Hij moet met andere woorden de toestemming van de adviserend geneesheer niet meer afwachten. Het volstaat dat hij voor de werkherstelling via een uniek formulier de werkherstelling aan het ziekenfonds medeelt en de toestemming van de adviserend

proportion. C'est un problème, mais le salaire minimum relève de la compétence de la ministre de l'Emploi.

M. Patrick De Groot (N-VA). – *Le secrétaire d'État dit que le gouvernement donne la priorité à l'activation des personnes en incapacité de travail mais les choses n'avancent guère. Environ 300 000 mille personnes sont en incapacité de travail depuis plus d'un an, auxquelles il faut ajouter 400 000 personnes en incapacité primaire de travail. L'objectif doit quand même être de remettre rapidement le plus de personnes possible sur le marché du travail, bien entendu en tenant compte des possibilités de chacun.*

Je n'ai pas encore vu de vraies mesures visant à éliminer ce piège à l'emploi. Les bénéficiaires d'une indemnité sont pénalisés financièrement lorsqu'ils reprennent le travail, eux-mêmes ou leur conjoint. Nous devrons peut-être envisager d'individualiser l'indemnité et de la distinguer des revenus de la famille. En tout cas, le travail doit être récompensé et non pénalisé.

Demande d'explications de M. Johan Verstreken au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «la carte accompagnateur gratuit» (n° 5-3051)

M. Johan Verstreken (CD&V). – *Les personnes qui se déplacent en chaise roulante ou qui ont besoin de l'assistance d'une personne ou d'un chien pour voyager peuvent demander à la SNCB une carte Accompagnateur gratuit. Cette carte permet à l'accompagnateur de voyager gratuitement.*

Le formulaire de demande de cette carte a choqué certaines personnes en chaise roulante. On peut ainsi lire au point 4 des « Facilités offertes » que la personne en chaise roulante qui demande une carte doit prendre place avec la voiturette dans le fourgon ou sur les plates-formes des trains de voyageurs. C'est désobligeant pour une personne handicapée. Certes, cette carte n'existe pas depuis très longtemps mais j'espère que le texte pourra être adapté par respect pour les personnes handicapées. L'objectif devrait être justement de permettre aux handicapés de participer le plus normalement possible à la vie en société.

Dans certaines voitures de la SNCB, il est possible de relever deux sièges, ce qui permet à la personne en chaise roulante de prendre place dans une voiture ordinaire pour passagers. Dans d'autres trains, une personne en chaise roulante ne peut prendre place que sur la plate-forme.

J'aimerais dès lors savoir si l'on contrôle les formulaires distribués par la SNCB et par d'autres institutions publiques pour y déceler d'éventuelles tournures discriminatoires ou choquantes. Le secrétaire d'État adaptera-t-il les

geneesheer vraagt.

De uitkeringen zijn inderdaad geherwaardeerd, terwijl het gewaarborgd minimumloon niet evenredig is gestegen. Dat is een pijnpunt, maar voor het minimumloon is de minister van Werk bevoegd.

De heer Patrick De Groot (N-VA). – De staatssecretaris zegt dat de regering prioriteit geeft aan de activering van arbeidsgeschikte mensen, maar veel vaart zit daar dan toch niet in. Ongeveer 300 000 mensen zijn langer dan een jaar arbeidsongeschikt; daarnaast zijn er nog 400 000 mensen die in de periode van primaire arbeidsongeschiktheid zijn. Het moet toch de bedoeling zijn om zoveel mogelijk mensen zo vlug mogelijk op de arbeidsmarkt te krijgen, uiteraard rekening houdend met ieders mogelijkheden.

Echte maatregelen om deze inactiviteitsval weg te werken heb ik nog altijd niet gezien of gehoord. Mensen die een uitkering genieten, worden nog altijd financieel gestraft wanneer zij of hun partner gaan werken. Misschien moeten we op zeker ogenblik de individualisering van de uitkering overwegen en de uitkering loskoppelen van het gezinsinkomen. In ieder geval moet arbeid beloond en niet bestraft worden.

Vraag om uitleg van de heer Johan Verstreken aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de kaart kosteloze begeleider» (nr. 5-3051)

De heer Johan Verstreken (CD&V). – Rolstoelgebruikers of personen die moeten reizen met de hulp van een persoon of een hond kunnen bij de NMBS een kaart voor een kosteloze begeleider aanvragen. Met die kaart reist de begeleider gratis mee.

Het aanvraagformulier van deze kaart stoot enkele rolstoelgebruikers tegen de borst. Zo staat onder punt 4 van “Geboden voorzieningen” dat een rolstoelgebruiker die een kaart aanvraagt met de rolstoel in het bagagerijtuig of op de platformen van de reizigerstreinen moet plaatsnemen. Dat is toch pijnlijk voor een persoon met een handicap. De kaart werd weliswaar nog niet zo lang geleden ingevoerd, maar ik hoop dat dit kan worden aangepast, uit respect voor de personen met een handicap. Het moet toch net de betrachting zijn gehandicapten zo gewoon mogelijk te laten deelnemen aan het maatschappelijke leven.

In sommige rijtuigen van de NMBS kunnen twee zitplaatsen worden opgeklapt. Het is als rolstoelgebruiker dan toch perfect mogelijk om in een gewoon passagiersrijtuig plaats te nemen. In andere treinen kan een persoon met een rolstoel enkel op het platform plaatsnemen, wat telkens opnieuw het anders bestendigt.

Daarom had ik graag vernomen of de formulieren van de NMBS en andere overheidsinstellingen worden gecontroleerd op mogelijk discriminerend of aanstootgevend taalgebruik. Zal de staatssecretaris die formulieren aanpassen?

formulaires ?

Œuvrera-t-il pour que les personnes handicapées puissent le plus possible prendre place dans une voiture pour passagers adaptée ? Quelle est sa stratégie à ce sujet ? Est-il sur la même longueur d'onde que la SNCB à cet égard ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – *La rédaction des formulaires, l'utilisation d'un langage correct et le contrôle y relatif font partie des tâches opérationnelles de la SNCB. Je propose donc que M. Verstreken adresse sa question au ministre des Entreprises publiques.*

En mars 2012, le Groupe SNCB a évalué, en commission de l'Infrastructure de la Chambre des représentants, les progrès réalisés en ce qui concerne l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite. Cette évaluation s'inscrit dans le cadre de la résolution relative à l'amélioration de l'accessibilité des transports en commun, adoptée par la Chambre le 7 mai 2009.

La résolution demande au gouvernement de faire de l'accessibilité intégrale un sujet récurrent de la Conférence interministérielle de la mobilité, de l'infrastructure et des télécommunications, d'ajouter au contenu du rapport annuel sur l'exécution des missions de service public établi par la SNCB Holding, un chapitre consacré à l'accessibilité, de présenter annuellement au Parlement un rapport fondé sur les éléments du rapport annuel. Dans cette évaluation, la SNCB souligne que les principales exigences de la résolution ont été inscrites dans les contrats de gestion 2008-2012.

Je veillerai à ce que les exigences des représentants du secteur, présentées dans le mémorandum du Conseil supérieur national des personnes handicapées, soient prises en compte. Le Conseil supérieur est d'ailleurs un partenaire privilégié de la SNCB.

M. Johan Verstreken (CD&V). – *Je comprends la prudence du secrétaire d'État qui ne veut pas marcher sur les plates-bandes de son collègue. Je lui saurais donc gré de faire part de mes préoccupations au ministre Labille.*

Quel le point de vue personnel du secrétaire d'État, compétent pour les personnes handicapées ? Admet-il qu'une personne handicapée doive prendre place dans le fourgon à bagages ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – *Je vais d'abord me concerter avec mon collègue et j'informerais ensuite M. Verstreken.*

Zal hij ervoor ijveren dat personen met een handicap zo veel mogelijk in een aangepast passagiersrijtuig kunnen plaatsnemen? Wat is zijn visie hieromtrent? Zit de minister hierover met de NMBS op dezelfde lijn?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – Het opstellen van formulieren, het correct taalgebruik en de controle hierop behoren tot de operationele taken van de NMBS. Daarom stel ik voor dat de spreker zijn vraag richt aan de minister bevoegd voor overheidsbedrijven.

In maart 2012 heeft de NMBS-Groep in de commissie voor de Infrastructuur van de Kamer van volksvertegenwoordigers de voortgang geëvalueerd op het vlak van toegankelijkheid voor personen met beperkte mobiliteit. Deze evaluatie gebeurt in het kader van de resolutie inzake de verbetering van de toegankelijkheid van het openbaar vervoer die op 7 mei 2009 in de Kamer werd goedgekeurd.

Daarin wordt de regering gevraagd om van de algemene toegankelijkheid een terugkerend thema te willen maken voor de interministeriële conferentie voor Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie, om aan de inhoud van het jaarlijks verslag over de uitvoering van de opdrachten van openbare dienstverlening een hoofdstuk over de toegankelijkheid toe te voegen en om ieder jaar aan het Parlement een rapport voor te stellen op basis van de elementen in het jaarverslag. In die evaluatie wijst de NMBS erop dat de belangrijkste eisen van de resolutie opgenomen zijn in de beheersovereenkomsten 2008-2012.

Ik zal erop toezien dat de eisen van de vertegenwoordigers van de sector, zoals omschreven in het memorandum van de Nationale Hoge Raad voor personen met een handicap, worden behandeld. De Hoge Raad is trouwens een bevoorrechte partner van de NMBS-Groep.

De heer Johan Verstreken (CD&V). – Ik begrijp de voorzichtigheid van de staatssecretaris, die zich niet op het bevoegdheidsterrein van zijn collega wil wagen. Ik zou het dan ook waarderen als hij mijn bekommerring bij minister Labille bekend zou maken.

Wat is het standpunt van de staatssecretaris zelf, bevoegd voor personen met een handicap? Is hij het ermee eens dat een persoon met een handicap in de bagageruimte moet plaatsnemen?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – Ik zal eerst overleg plegen met mijn collega en de spreker daarna op de hoogte brengen.

Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «le service en ligne Communit-e (plus)» (n° 5-3206)

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – J'ai eu l'occasion à de nombreuses reprises de vous interroger sur la qualité des services de la Direction générale Personnes handicapées, comme le délai de traitement des dossiers en matière d'allocations, les délais d'attente pour les appels au numéro vert ou encore l'application Handiweb.

Dans votre réponse à ma dernière question sur le numéro vert de la Direction générale Personnes handicapées, que j'ai posée le 21 février dernier, vous m'avez assuré vouloir optimiser l'aide aux professionnels afin de soulager le call center. À cette fin, vous envisagiez que d'autres acteurs de première ligne, en particulier les mutuelles, puissent également renseigner les personnes handicapées sur leur situation administrative et les aider à introduire des demandes.

C'est à cette fin qu'un outil est actuellement en développement, le Communit-e (plus) grâce auquel les mutuelles pourront introduire directement une demande.

La Conseil supérieur national des personnes handicapées (CSNPH) a déjà remis un avis sur le projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 mai 2003 relatif à la procédure concernant le traitement des dossiers en matière d'allocations aux personnes handicapées. Ce projet vise justement à étendre l'enregistrement des demandes d'allocations aux travailleurs sociaux des mutualités. Ceux-ci auraient accès à Communit-e (plus) light.

Le CSNPH se réjouit de l'extension des possibilités d'introduction d'une demande mais il regrette certaines limitations.

D'abord, il s'interroge sur les différences de procédure selon que la demande est introduite auprès de la commune ou des mutualités.

Ensuite, il attire l'attention sur la nécessité de dispenser les formations nécessaires aux collaborateurs chargés d'accomplir la procédure.

Enfin, il regrette que les associations d'utilisateurs ne puissent participer au projet. Pour le Conseil, il s'agit d'une occasion ratée d'associer ces organisations qui ne peuvent pas non plus accéder à l'application Handiweb. Or je sais, Monsieur le secrétaire d'État, que vous êtes particulièrement sensible à l'implication des acteurs dans les procédures qui les concernent.

Le projet d'extension du système Communit-e aux mutuelles va-t-il être adapté pour tenir compte des remarques du CSNPH ? Quand pourra-t-il entrer en vigueur ?

Des formations sont-elles prévues pour les travailleurs ?

Les associations d'utilisateurs susceptibles de répondre aux

Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de onlinedienst Communit-e (plus)» (nr. 5-3206)

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – *Ik heb de staatssecretaris al verschillende keren vragen gesteld over de kwaliteit van de diensten van de Directie-generaal Personen met een handicap, onder meer over de termijn voor de behandeling van de dossiers inzake uitkeringen, over de wachttijden voor de oproepen naar het groene nummer of over de toepassing Handiweb.*

In zijn antwoord op mijn vraag van 21 februari jongstleden over het groene nummer van de Directie-generaal personen met een handicap, heeft de staatssecretaris me verzekerd de hulp aan professionelen te willen optimaliseren teneinde het callcenter te kunnen ontlasten. Daartoe plande de minister dat andere actoren van de eerste lijn, in het bijzonder de mutualiteiten, eveneens inlichtingen zouden kunnen geven aan personen met een handicap over hun administratieve situatie en hen zouden kunnen helpen een aanvraag in te dienen.

Met dat doel wordt op dit moment een instrument ontwikkeld, namelijk, Communit-e (plus), waarmee de mutualiteiten een aanvraag rechtstreeks zullen kunnen indienen.

De Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap (NHRPH) heeft al een advies uitgebracht over het ontwerp van koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende de procedure voor de behandeling van de dossiers inzake tegemoetkomingen aan personen met een handicap. Dat ontwerp strekt ertoe de tegemoetkomingsaanvragen ook door de maatschappelijk werkers van de mutualiteiten te laten registreren. Laatstgenoemden zouden toegang krijgen tot Communit-e (plus) light.

De NHRPH is verheugd over de uitbreiding van de mogelijkheden om een aanvraag in te dienen, maar betreurt sommige beperkingen.

Ten eerste verschilt de procedure naargelang de vraag bij de gemeente dan wel bij de mutualiteiten wordt ingediend.

Voorts moeten de medewerkers een opleiding krijgen om op de hoogte te worden gebracht van de procedure.

Ten slotte betreurt de Raad dat de gebruiksorganisaties niet mogen deelnemen aan het project. Volgens de Raad is het een gemiste kans om die organisaties, die evenmin toegang hebben tot de toepassing Handiweb, erbij te betrekken.

Zal het ontwerp dat het systeem Communit-e tot de mutualiteiten uitbreidt, worden aangepast om rekening te houden met de opmerkingen van de NHRPH? Wanneer kan het in werking treden?

Wordt er een opleiding gepland voor de werknemers?

Zullen de gebruiksorganisaties die aan de vereiste

normes de sécurité requises seront-elles associées à ce projet et au système Handiweb ?

M. Philippe Courard, secrétaire d’État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – En vue de répondre à votre question principale, il me semble opportun d’éclaircir les conditions juridiques dans lesquelles l’extension du système Communit-e aux mutualités est prévue.

En effet, le projet d’arrêté s’appuie sur une autorisation donnée par le Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé en date du 4 septembre 2012 relative à l’échange de données électroniques à caractère personnel entre la Direction générale Personnes handicapées du Service public fédéral Sécurité sociale et certaines catégories de collaborateurs des centres publics d’aide sociale et des organismes assureurs.

Dans sa délibération, le Comité sectoriel, partant du constat qu’un nombre considérable de demandes d’allocations sont introduites dans la pratique par l’intermédiaire des travailleurs sociaux des mutualités et des centres publics d’aide sociale, a estimé que ces travailleurs pouvaient être considérés comme mandataires tacites des demandeurs concernés. Cela constitue une simplification de la procédure.

Ce principe du « mandat tacite » comprend un mandat qui résulte de certaines circonstances d’où l’on peut présumer que l’instance qui intervient pour le compte d’un assuré social a reçu de celui-ci le pouvoir d’agir en son nom. Dans le cas présent, la mission de service public assurée par les organismes concernés, la communication préalable de l’identité des travailleurs sociaux autorisés par chaque centre public d’action sociale et par chaque organisme assureur, ainsi que l’instauration d’un contrôle d’accès approprié grâce à une banque de données à caractère personnel appropriée, permettent d’offrir suffisamment de garanties en la matière.

Il est également important d’avoir à l’esprit que l’autorisation d’accès donnée par le Comité sectoriel vise uniquement deux catégories d’institutions de sécurité sociale qui sont tenues de développer une ample culture de la sécurité, notamment par la désignation d’un conseiller en sécurité de l’information et par le respect des normes minimales de sécurité, conformément à la loi du 15 janvier 1990 relative à l’institution et à l’organisation d’une Banque-carrefour de la Sécurité sociale.

Toute consultation de données à caractère personnel dans le réseau de la sécurité sociale fait notamment l’objet d’une prise de traces au moyen de l’application Communit-e (plus). Les *log in* sont tenus à la disposition de la section sécurité sociale du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé. Celui-ci doit avoir la possibilité de savoir pour toute consultation qui l’a effectuée, à quel moment, concernant quelles personnes et pour quelles catégories de données à caractère personnel.

Il n’est donc pas envisageable dans l’immédiat, tant sur le plan juridique que fonctionnel, d’étendre le système Communit-e à des acteurs associatifs. Quant à la piste de solution que j’évoquais dans ma réponse à votre question du mois de décembre 2010, à savoir la mise en place d’un système de gestion des mandats professionnels à la Banque-carrefour de la Sécurité sociale, celle-ci n’est malheureusement pas encore opérationnelle, pour des raisons

veiligheidsnormen kunnen beantwoorden, betrokken worden bij het project en bij Handiweb?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico’s, en voor Wetenschapsbeleid. – Om op de hoofdvraag te kunnen antwoorden is het belangrijk de juridische voorwaarden van de uitbreiding van het systeem Communit-e te verduidelijken.

Het ontwerp van besluit steunt op een goedkeuring van het Sectorcomité van de Sociale Zekerheid en Volksgezondheid van 4 september 2012 met betrekking tot de uitwisseling van elektronische privégegevens tussen de Directie-generaal Personen met een Handicap van de Federale Openbare Dienst Sociale Zekerheid en sommige categorieën medewerkers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de verzekeringinstellingen.

Het Sectorcomité is in zijn beraadslaging van mening, uitgaande van de vaststelling dat een aanzienlijk aantal aanvragen voor een uitkering in de praktijk worden ingediend via bemiddeling van maatschappelijk werkers van de mutualiteiten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, dat die werknemers als stilzwijgende mandatarissen van de betrokken aanvragers kunnen worden beschouwd. Dat vereenvoudigt de procedure.

Het principe van stilzwijgend mandaat omvat een mandaat dat voortvloeit uit bepaalde omstandigheden waarin kan worden verondersteld dat de instantie die optreedt in opdracht van een sociaal verzekerde van die laatste de machting heeft gekregen op te treden in zijn naam. In het huidige geval bieden de opdracht van de openbare dienst verzekerd door de betrokken instellingen, de voorafgaande mededeling van de identiteit van de maatschappelijke werkers die door elk centrum voor maatschappelijk welzijn en door elke verzekeringinstelling gemachtigd zijn, evenals de invoering van een aangepaste toegangscontrole dankzij een geschikte databank van persoonlijke gegevens voldoende garanties.

Het is ook belangrijk voor ogen te houden dat de toegangsmachting die wordt gegeven door het Sectorcomité enkel twee categorieën van instellingen voor de sociale zekerheid beoogt. Zij moeten een uitgebreide veiligheidscultuur ontwikkelen, in het bijzonder door de aanstelling van een raadgever inzake de informatiebeveiliging en door de naleving van de minimale veiligheidsnormen, in overeenstemming met de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntnbank van de sociale zekerheid.

Van elke raadpleging van persoonlijke gegevens in het netwerk van de sociale zekerheid wordt een spoor genomen door middel van het programma Communit-e (plus). De loginnamen worden ter beschikking gehouden van de afdeling sociale zekerheid van het Sectorcomité voor de sociale zekerheid en de volksgezondheid. Die moet weten door wie, op welk ogenblik, voor welke personen en voor welke categorieën gegevens van persoonlijke aard het netwerk werd geraadpleegd.

Er wordt dus niet overwogen, op juridisch noch op functioneel vlak, om in de nabije toekomst het systeem Communit-e uit te breiden tot de actoren uit het

techniques et financières.

L'extension de l'accès à Communit-e vise donc pour l'heure uniquement les mutualités étant donné que les consultations qui ont eu lieu avec les représentants du secteur des centres publics d'aide sociale ont laissé apparaître que ces derniers n'étaient pas désireux d'y avoir accès.

Le projet d'arrêté lui-même est actuellement soumis l'avis du Conseil d'État. J'espère que la mesure pourra entrer en vigueur durant l'été 2013. Le projet est en effet prêt sur le plan technique et je vous confirme également que des sessions d'information par la Direction générale Personnes handicapées à l'intention des travailleurs concernés ont débuté. Il existe d'ailleurs depuis de nombreuses années une coopération bien établie dans ce domaine entre cette administration et le secteur mutualiste.

J'ai rencontré le CSNPH et ai bien entendu sa demande de prévoir un accès à Handiweb pour les associations de personnes handicapées. J'ai interpellé le président de la Banque-carrefour quant à la faisabilité juridique et technique de cette autorisation. J'attends sa réponse.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Je comprends bien les raisons qui expliquent que, jusqu'à présent, l'accès soit réservé aux travailleurs sociaux des mutualités. Je comprends également que vous n'ayez pas pour l'instant l'intention d'élargir cet accès aux acteurs associatifs.

Je souligne que l'extension aux mutualités est une mesure intéressante mais j'insiste pour qu'elle soit évaluée assez rapidement.

Ensuite, j'estime qu'il ne faut pas exclure définitivement la possibilité d'y associer également les organisations représentatives des personnes handicapées. Il s'agit en effet d'acteurs incontournables dans la mise en œuvre.

Je plaide donc vraiment pour que vous revoyiez votre position et pour que, dans six mois, vous fassiez à nouveau le point avec les représentants de ces associations pour voir dans quelle mesure celles-ci pourraient apporter une aide opérationnelle dans ce domaine.

Demande d'explications de Mme Dominique Tilmans à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «l'augmentation des dépenses d'invalidité» (n° 5-3454)

Mme Dominique Tilmans (MR). – J'ai lu, dans le journal *Le Soir* du samedi 13 et dimanche 14 avril 2013, que notre

verenigingsleven. De oplossing die ik in mijn antwoord op de vraag van senator du Bus de Warnaffe van december 2010 heb vermeld, namelijk de invoering van een beheerssysteem van professionele mandaten bij de Kruispuntbank voor de Sociale Zekerheid, is jammer genoeg nog niet in werking wegens technische en financiële redenen.

De uitbreiding van de toegang tot Communit-e beoogt op dit ogenblik dus enkel de mutualiteiten, aangezien uit het overleg met de afgevaardigden van de sector van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn is gebleken dat zij geen vragende partij zijn voor de toegang.

Het ontwerp van koninklijk besluit zelf wordt momenteel voorgelegd voor advies aan de Raad van State. Ik hoop dat de maatregel in werking kan treden in de zomer van 2013. Het ontwerp is op technisch vlak klaar en ik bevestig eveneens dat informatiesessies door de Directie-generaal Personen met een Handicap voor de betrokken werknemers zijn gestart. Er bestaat trouwens sinds veel jaren een goed uitgewerkte samenwerking op dat vlak tussen de administratie en de mutualiteiten.

Ik heb de NHRPH ontmoet en ik heb zijn vraag om te zorgen voor de toegang tot Handiweb voor de gehandicaptenverenigingen gehoord. Ik heb de voorzitter van de Kruispuntbank gevraagd of die machtiging juridisch en technisch haalbaar is. Ik wacht op zijn antwoord.

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Ik begrijp goed waarom tot nu toe de toegang voorbehouden bleef tot de maatschappelijk werkers van de mutualiteiten. Ik begrijp ook dat de minister op dit moment niet van plan is die toegang tot de actoren van de verenigingen uit te breiden.

Ik onderstreep dat de uitbreiding naar de mutualiteiten een interessante maatregel is, maar ik dring aan op een vrij snelle evaluatie van die maatregel.

Voorts vind ik dat de mogelijkheid om er ook representatieve organisaties voor personen met een handicap bij te betrekken niet definitief moet worden uitgesloten. Het betreft immers actoren waar we niet omheen kunnen bij de uitvoering.

Ik pleit er dus echt voor dat de staatssecretaris zijn standpunt herziet en dat hij over zes maanden opnieuw een stand van zaken opmaakt met de vertegenwoordigers van die verenigingen om te bekijken in welke mate zij operationele hulp kunnen verlenen op dat gebied.

Vraag om uitleg van mevrouw Dominique Tilmans aan de vice-earsteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de stijging van de uitgaven inzake invaliditeit» (nr. 5-3454)

Mevrouw Dominique Tilmans (MR). – In *Le Soir* van zaterdag 13 en zondag 14 april 2013 heb ik gelezen dat ons

système de pension se lézarde.

À la question de savoir ce qu'elle pensait de l'architecture de notre système, Bernadette Adnet, économiste à la FEB, indiquait qu'il y avait actuellement un bon équilibre entre les trois piliers, mais elle relevait également des risques : risque démographique que l'on fait peser sur les générations futures, risque économique, déficit structurel estimé à 5 milliards d'euros et risque financier car, les taux diminuant, on ne peut plus garantir comme par le passé les rendements sur le second pilier.

À la fin de l'article, Mme Adnet relève qu'entre 2000 et aujourd'hui, les dépenses d'invalidité ont augmenté de 52%, ce qui semble énorme. Elle ne peut expliquer le pourquoi de cette situation. Je voudrais dès lors savoir comment la ministre et le secrétaire d'État analysent ces chiffres.

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – Les dépenses d'invalidité sont en effet en augmentation constante depuis plusieurs années.

Cependant, contrairement à ce que Mme Adnet semble affirmer, les causes de cette augmentation sont connues et étudiées régulièrement dans les instances de l'INAMI où son organisation siège par ailleurs.

Cette augmentation s'explique par plusieurs facteurs.

L'augmentation du nombre de femmes sur le marché de l'emploi, singulièrement depuis 1997, et les réformes intervenues dans le secteur des pensions, avec l'allongement de la durée de carrière, ont conduit à une augmentation du nombre d'assurés sociaux susceptibles de tomber en invalidité. Il y a donc un effet statistique qui se répercute sur le nombre d'invalides.

Le vieillissement de la population active joue également un rôle dans l'augmentation de ces dépenses. Notre population active vieillit d'année en année et, de ce fait, la part des travailleurs se situant dans les tranches d'âges où l'on tombe plus fréquemment malade tend à augmenter.

Nous connaissons actuellement deux grandes tendances épidémiologiques qui ont un effet direct sur l'invalidité : l'augmentation des maladies mentales et psychiques, ou du moins leur diagnostic, dans la population active. Je pense, notamment, à une augmentation du nombre d'invalidités dues au stress, au *burn-out*, et à une hausse du nombre de maladies musculosquelettiques. Ces deux groupes de pathologies représentent ensemble près de 70% des cas d'invalidité. Ce sont des maladies de société que nous maîtrisons moins bien que d'autres pathologies plus classiques pour lesquelles les progrès de la science ont permis des retours plus rapides sur le marché de l'emploi.

Il y aussi des explications budgétaires : le gouvernement et les partenaires sociaux se sont entendus sur la hausse des indemnités dans le cadre de la liaison au bien-être et ce, depuis 2004. Cette revalorisation était indispensable, le niveau des indemnités dans notre pays était un des plus bas des pays de l'OCDE. Cependant, cette revalorisation a aussi un coût qui explique la hausse des budgets.

Je tiens également à souligner que, malgré cette hausse, la

pensionstelsel barsten begint te vertonen.

Op de vraag wat ze dacht van de structuur van ons stelsel, antwoordde Bernadette Adnet, econome bij het VBO, dat de drie pijlers momenteel goed in evenwicht zijn. Ze wees echter ook op een aantal risico's: het demografisch risico dat wordt afgewenteld op de toekomstige generaties, het economisch risico, een geraamd structureel tekort van 5 miljard euro, en een financieel risico, want door de dalende rentevoeten ligt het rendement van de tweede pijler lager dan in het verleden.

Op het einde van het artikel wijst mevrouw Adnet erop dat de invaliditeitsuitkeringen sedert 2000 met 52% gestegen zijn, wat zeer veel is. Ze kan niet zeggen wat daarvan de reden is. Welke analyse maken de minister en de staatssecretaris van deze cijfers?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – *De invaliditeitsuitkeringen vertonen inderdaad al enkele jaren een voortdurende stijging.*

In tegenstelling tot wat mevrouw Adnet lijkt te beweren, zijn de oorzaken van die stijging bekend en worden ze geregeld bestudeerd door de instellingen van het RIZIV.

Verschillende factoren liggen aan de basis van deze stijging.

De toename van het aantal vrouwen op de arbeidsmarkt, vooral sedert 1997, en de hervormingen in de pensioensector, met de verlenging van de loopbaan, hebben geleid tot een stijging van het aantal sociaal verzekerden die het risico lopen om arbeidsongeschikt te worden. Er is dus een statistisch effect dat een weerslag heeft op het aantal arbeidsongeschikten.

De vergrijzing van de actieve bevolking speelt eveneens een rol in de stijging van deze uitgaven. Onze bevolking wordt elk jaar ouder, waardoor het aandeel van de werknemers in de leeftijdscategorieën waarin het meest zieken voorkomen, ook stijgt.

We kennen thans twee belangrijke epidemiologische tendensen die een rechtstreeks gevolg hebben op de invaliditeit: de stijging van het aantal diagnoses van mentale en psychische ziekten bij de actieve bevolking. Ik denk meer bepaald aan een stijging van het aantal arbeidsongeschikten als gevolg van stress, burn-out en een toename van het aantal spier- en gewrichtsaandoeningen. In 70% van de gevallen heeft de arbeidsongeschiktheid met die twee tendensen te maken. Het zijn welvaartsziekten die we niet zo goed kunnen behandelen, in tegenstelling tot de meer klassieke ziekten, waarvoor dankzij de vooruitgang van de wetenschap vlugger een oplossing kan worden gevonden.

Er is ook een budgettaire verklaring: de regering en de sociale partners zijn het in 2004 eens geworden over de welvaartsaanpassing van de uitkeringen. Die revalorisatie was nodig omdat het niveau van de uitkeringen in ons land bij de laagste van de OESO-landen behoorde. Die revalorisatie heeft echter een kostprijs, namelijk de verhoging van de begroting.

Ondanks deze verhoging blijft België één van de industrielanden die het minst uitgeven voor invaliditeit. De

Belgique reste un des pays industrialisés qui dépense le moins pour l'invalidité et les hausses des dernières années s'inscrivent dans un contexte international où le nombre de travailleurs qui quittent le marché du travail pour des raisons médicales ne cesse de croître. C'est évidemment interpellant et c'est la raison pour laquelle je planche actuellement avec l'INAMI et les organismes assureurs sur une réforme globale de ce secteur afin de favoriser le retour vers l'emploi des invalides, la prévention de l'incapacité de travail, ainsi qu'une meilleure évaluation médicale de leur situation.

Mme Dominique Tilmans (MR). – Je vais analyser votre réponse et je verrai ensuite si je dois vous interroger à nouveau sur le sujet.

Demande d'explications de M. André du Bus de Warnaffe au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «le statut des apprentis» (n° 5-3521)

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – L'accord de gouvernement indique qu'en vue de promouvoir la filière de l'alternance, le gouvernement harmonisera le statut des personnes suivant les différentes formes d'apprentissage, conformément à l'avis du Conseil national du travail, en concertation avec les communautés et régions et dans le respect de la neutralité budgétaire.

Le Conseil national du travail et le Conseil central de l'économie ont remis le 25 mai 2011 un avis unanime sur les mesures favorisant l'insertion sur le marché du travail des jeunes récemment sortis de l'école. Cet avis n° 1770 fait suite à l'invitation de Mme Milquet à évaluer l'ensemble des dispositifs existants et à examiner une note d'orientation concernant l'harmonisation des statuts en matière de formation en alternance.

Les conseils proposent donc d'élaborer un socle fédéral simple, juridiquement sûr et transparent en vue de développer davantage la formation en alternance et d'en intensifier encore l'utilisation par les entreprises, les institutions et les secteurs.

Ils proposent des définitions, un socle commun en droit du travail et des règles d'assujettissement et de cotisation en sécurité sociale neutres budgétairement.

Dans la branche des allocations familiales, l'avis n° 1770 envisage deux hypothèses.

Premièrement, si l'apprenti en alternance a la qualité d'attributaire, l'actuel régime pour l'apprentissage industriel prévu à l'article 56sexies de l'arrêté royal du 19 décembre 1939 concernant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés doit être élargi à tous les apprentis se trouvant dans un système de formation en alternance.

Deuxièmement, le principe selon lequel les apprentis en alternance sont considérés comme bénéficiaires à charge de

verhogingen van de jongste jaren situeren zich in een internationale context waarin het aantal werknemers die de arbeidsmarkt verlaten om gezondheidsredenen steeds toeneemt. Daarom werk ik samen met het RIZIV en de verzekeringinstellingen aan een globale hervorming van deze sector om de herinschakeling van arbeidsongeschikten te bevorderen, arbeidsongeschiktheid te voorkomen en een betere medische evaluatie van hun situatie mogelijk te maken.

Mevrouw Dominique Tilmans (MR). – *Ik zal uw antwoord bestuderen en nadien zien of ik nog een vraag moet stellen over dat onderwerp.*

Vraag om uitleg van de heer André du Bus de Warnaffe aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «het statuut van jongeren met een leerovereenkomst» (nr. 5-3521)

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – *Het regeerakkoord bepaalt dat de regering om het alternerend leren te promoten, overeenkomstig het advies van de Nationale Arbeidsraad, in overleg met de gemeenschappen en gewesten en begrotingsneutraal het statuut van personen in diverse opleidingsvormen zal harmoniseren.*

De Nationale Arbeidsraad en de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven hebben op 25 mei 2011 unaniem advies uitgebracht over de maatregelen ter bevordering van de inschakeling van jonge schoolverlaters op de arbeidsmarkt. Het advies nr. 1770 kwam er op vraag van toenmalig minister van Werk Milquet, die vroeg alle bestaande instrumenten te evalueren en een oriëntatielijst op te stellen over de harmonisering van de statuten inzake alternerend leren.

De adviesraden stellen voor een eenvoudige, en transparante federale sokkel uit te werken om het alternerend leren meer aan te moedigen en het door bedrijven, instellingen en sectoren te stimuleren.

Ze stellen voor een en ander te definiëren en een gemeenschappelijke arbeidsrechtelijke en socialezekerheidsrechtelijke sokkel te hanteren die begrotingsneutraal is.

Inzake gezinsuitkeringen schuift advies nr. 1770 twee hypotheses naar voren.

Ten eerste, indien de leerling in een alternerend stelsel de hoedanigheid heeft van rechthebbende, moet de huidige regeling voor het industrieel leerlingenwezen, vervat in artikel 56sexies van het koninklijk besluit van 19 december 1939 inzake de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag van loonarbeiders worden uitgebreid naar elke leerling in een stelsel van alternerend leren.

Ten tweede wordt het principe behouden dat leerlingen in alternerende stelsels worden beschouwd als rechthebbende

leurs parents attributaires doit être poursuivi. D'une part, les apprentis ont un droit inconditionnel aux allocations familiales jusqu'au 31 août de l'année au cours de laquelle ils atteignent l'âge de dix-huit ans. D'autre part, les apprentis majeurs doivent rester bénéficiaires pour autant que la rétribution d'apprentissage brute reste en dessous d'un certain plafond. Cette limite de revenus autorisés doit être relevée pour rendre le système plus attrayant ; l'avis suggère de relever le montant jusqu'à la moitié du revenu minimum garanti pour les jeunes de vingt et un ans. Les apprentis et leurs parents doivent être clairement avertis de ce plafond, notamment par une mention dans le contrat d'apprentissage.

Quel est l'état d'avancement de l'harmonisation des statuts en matière de formation en alternance et de la concertation avec les communautés et régions ?

En matière d'allocations familiales, la qualité d'attributaire sera-t-elle accordée de manière élargie à tous les apprentis se trouvant dans un système de formation en alternance ?

Le plafond de revenus sera-t-il revalorisé pour les apprentis bénéficiaires à charge de leurs parents ? À quelle hauteur ?

Pour rendre le système encore plus attrayant, peut-on envisager d'aller encore plus loin et de lever ce frein qu'est le risque de perdre les allocations familiales et donc de prévoir que la rétribution des apprentis n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de leurs ressources jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ?

L'harmonisation et les modifications concernant les allocations familiales pourront-elles entrer en vigueur pour la prochaine rentrée scolaire ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – L'état d'avancement de l'harmonisation des statuts en matière de formation en alternance et de la concertation avec les communautés et régions relève de la compétence de ma collègue, la ministre de l'Emploi.

La question portant sur la reconnaissance élargie de la qualité d'attributaire à tous les apprentis se trouvant dans un système de formation en alternance fera, le cas échéant, l'objet d'un examen approfondi lorsque le système aura été réformé comme cela a été annoncé.

Vos questions concernant une revalorisation du plafond de revenus pour les apprentis bénéficiaires à charge de leurs parents et la rétribution des apprentis qui n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de leurs ressources jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ne sont donc pas d'actualité.

La question relative à l'entrée en vigueur, pour la prochaine rentrée scolaire, des modifications concernant les allocations familiales est sans objet à ce stade.

M. André du Bus de Warnaffe (cdH). – Cela s'appelle botter en touche !

Je suivrai attentivement l'évolution des négociations, mais soyez certain que je poserai d'autres questions à ce sujet.

ten laste van hun begunstigde ouders. Leerlingen in een alternerend stelsel hebben recht op kinderbijslag zonder voorwaarden tot 31 augustus van het jaar waarin de leerling 18 wordt. Voor meerderjarige leerlingen blijft dit recht bestaan voor zover de brutoleervergoeding onder een bepaald plafond blijft. Deze inkomensgrens kan worden opgetrokken om het stelsel aantrekkelijker te maken. Het advies beveelt aan dat bedrag te verhogen tot de helft van het gewaarborgd minimuminkomen voor jongeren van 21 jaar. De leerlingen en hun ouders moeten duidelijk op de hoogte worden gebracht van het bedrag van dit plafond, bijvoorbeeld door een vermelding in de leerovereenkomst.

Hoever staat de harmonisering van de statuten voor alternerend leren en het overleg met de gemeenschappen en de gewesten?

Zullen inzake kinderbijslag alle leerlingen die een alternerende opleiding volgen als rechthebbende worden beschouwd?

Zal de inkomensgrens worden geherwaardeerd voor rechtgevende leerlingen die ten laste zijn van hun ouders? Tot welke bedrag?

Kan er overwogen worden nog iets verder te gaan om het systeem aantrekkelijker te maken, door het risico op het verlies van de kinderbijslag uit te sluiten en te bepalen dat de leervergoeding niet wordt meegeteld in de berekening van de inkomsten tot de leeftijd van 25 jaar?

Kunnen de harmonisering en de wijzigingen inzake kinderbijslagen in werking treden tegen het begin van volgend schooljaar?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – De stand van zaken in de harmonisering van de statuten voor alternerend leren en het overleg met de gemeenschappen en de gewesten valt onder de bevoegdheid van mijn collega, de minister van Werk.

De vraag of alle leerlingen die een alternerende opleiding volgen als rechthebbende kunnen worden beschouwd zal in voorkomend geval grondig worden onderzocht eens het systeem is hervormd zoals is aangekondigt.

Uw vragen over de herwaardering van de inkomensgrens voor rechtgevende leerlingen die ten laste zijn van hun ouders en over het niet meetellen van de leervergoeding in de berekening van de inkomsten tot de leeftijd van 25 jaar zijn dus nog niet aan de orde.

Zo ook is de vraag of de harmonisering en de wijzigingen inzake kinderbijslagen in werking kunnen treden tegen het begin van volgend schooljaar, op dit moment voorbarig.

De heer André du Bus de Warnaffe (cdH). – Dat zou je dus een antwoord vanaf de zijlijn kunnen noemen!

Ik zal de evolutie van dit dossier blijven volgen en niet nalaten daarover nog meer vragen te stellen.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «les allocations d'orphelins» (n° 5-3468)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – *Un enfant qui a perdu un parent ou les deux peut avoir droit à des allocations d'orphelin aux conditions que le secrétaire d'État connaît bien.*

Il y a droit à partir du mois suivant le décès du ou des parents. Il perd le bénéfice de l'allocation d'orphelin dès que le parent survivant se remarie ou cohabite et ne perçoit alors plus que l'allocation familiale ordinaire. Si le parent survivant divorce ou vit à nouveau seul, l'enfant orphelin a à nouveau droit à l'allocation d'orphelin. Si le parent survivant se remarie ou cohabite mais n'entretient plus de contacts avec l'enfant orphelin et ne subvient plus à ses besoins, l'enfant peut aussi encore bénéficier de l'allocation d'orphelin.

Tous les trois ans, un contrôle est effectué au domicile du parent survivant ; il vise à vérifier que les conditions d'octroi de l'allocation d'orphelin sont toujours remplies. Les contrôles sont importants mais, en pratique, ils sont parfois très pénibles pour le parent survivant. Le processus de deuil se fait plus vite chez certaines personnes que chez d'autres. Si la famille vit toujours le deuil, des questions sur d'éventuels nouveaux partenaires peuvent être très sensibles et même choquantes.

Une approche empathique tenant compte du contexte familial spécifique devrait donc être privilégiée lors des contrôles. Ceux-ci visent à détecter des abus et des fraudes – ce qui est nécessaire – mais ne peuvent traumatiser les familles qui respectent les règles et dont le chagrin n'est pas encore apaisé. Un contrôle automatique fondé sur les informations contenues dans la Banque-carrefour pourrait épargner beaucoup de souffrances et de complications administratives à de nombreuses familles.

Combien les contrôles effectués sur place ont-ils coûté en 2011 ?

Combien ont-ils rapporté au Trésor en 2011 ?

Dans combien de familles des abus ont-ils été constatés en 2011 et 2012 ? Combien de familles ont-elles perdu l'allocation d'orphelin ?

Comment les contrôles se déroulent-ils précisément ? Quelles constatations fait-on au domicile du parent survivant ? Quelles questions pose-t-on ?

Qui effectue les contrôles ? Un service social participe-t-il aux contrôles ?

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «de wezenbijslag» (nr. 5-3468)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Een kind dat een of beide ouders verloren heeft, kan als weeskind recht hebben op wezenbijslag. De voorwaarden daarvoor kent de staatssecretaris ook, die hoef ik dus niet op te sommen.

Het kind heeft recht op wezenbijslag vanaf de maand na het overlijden van de ouder of ouders. Het verliest zijn recht op wezenbijslag zodra de overlevende ouder hertrouwt of gaat samenwonen. Dan krijgt het weeskind weer de gewone kinderbijslag. Wanneer de overlevende ouder scheert of weer alleen gaat wonen, heeft het weeskind opnieuw recht op wezenbijslag. Als de overlevende ouder hertrouwt of gaat samenwonen, maar geen contact meer heeft met het weeskind en niet bijdraagt in de kosten voor het kind, kan het weeskind ook nog recht hebben op wezenbijslag.

Om de drie jaar wordt de overlevende ouder in zijn woonplaats gecontroleerd om te zien of nog steeds aan de voorwaarden van de wezenbijslag voldaan wordt. Laat er geen twijfel over bestaan, controles zijn belangrijk, maar in de praktijk blijken ze voor de overlevende ouder en het gezin soms heel pijnlijk en confronterend te zijn. Het proces van rouwverwerking gaat bij de ene ouder sneller dan bij de andere. Zeker wanneer het gezin nog in rouw is, kunnen vragen naar eventuele nieuwe partners en de specifieke woonsituatie gevoelig liggen of zelfs een beetje schokkend zijn.

Een empathische aanpak die rekening houdt met de specifieke gezinscontext, zou bij controles dus zeker op zijn plaats zijn. De controles zijn bedoeld om misbruiken en fraude te detecteren – en dat moet ook – maar mogen niet traumatiserend zijn voor de gezinnen die zich aan de regels houden en hun verdriet nog niet hebben verwerkt. Een automatische controle via de informatie in de Kruispuntbank kan heel wat gezinnen veel leed en administratieve rompslomp besparen.

Daarom heb ik voor de staatssecretaris volgende vragen.

Hoeveel hebben de controles ter plaatse in 2011 gekost?

Hoeveel hebben ze de schatkist in 2011 opgeleverd?

Bij hoeveel gezinnen werden er in 2011 en 2012 misbruiken vastgesteld? Hoeveel gezinnen verloren met andere woorden de wezenbijslag?

Hoe verlopen de controles precies? Welke vaststellingen worden er gedaan in de woonplaats van de overlevende ouder? Welke vragen worden er gesteld?

Wie voert de controles uit? Wordt een sociale dienst bij de controles betrokken?

M. Philippe Courard, secrétaire d’État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels. – *L’allocation d’orphelin est en effet payée selon l’échelle fixée à l’article 50bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, à condition que le parent survivant ne forme pas un ménage de fait avec une personne autre qu’un parent.*

Pour garantir que tous les enfants perçoivent exactement le montant auquel ils ont droit et pour lutter contre la fraude, on a fait des actions de l’Office national d’allocations familiales pour travailleurs salariés (ONAFTS) un axe fondamental de la politique de prévention. Cette politique repose sur l’information la plus complète possible des gestionnaires de dossiers d’allocations familiales au sujet des bénéficiaires grâce à un cadastre et à des données provenant de sources authentiques dans d’autres secteurs. Les contrôles sociaux au domicile des familles complètent cette politique de prévention, certaines données nécessaires à la détermination du droit aux allocations familiales n’étant pas communiquées automatiquement.

Ainsi, la situation familiale réelle ne correspond pas toujours aux données relatives à la composition du ménage du Registre national des personnes physiques. Or la différence entre l’allocation majorée d’orphelin et l’allocation ordinaire est élevée et les visites domiciliaires visent à établir la véritable situation de la personne.

L’ONAFTS ne peut donner de réponse à vos première et deuxième questions car il n’existe actuellement pas de statistiques sur les coûts des contrôles ni sur les montants récupérés grâce aux contrôles.

La réponse à votre troisième question n’est que partielle. On collecte bien les données relatives au nombre de fois que les contrôleurs de l’ONAFTS constatent lors de visites domiciliaires que la déclaration faite n’est pas exacte mais on n’en dégage pas de statistiques spécifiques dans le cadre de l’ensemble du régime des allocations familiales pour travailleurs salariés. En outre, la situation familiale est un facteur non seulement pour l’octroi de l’allocation d’orphelin mais aussi pour l’attribution d’autres allocations sociales et aucune distinction n’est opérée dans les données chiffrées. En 2011, les contrôleurs de l’ONAFTS ont effectué 12 403 visites domiciliaires dans les 269 117 familles recevant une allocation de l’Office. Parmi les 261 cas ayant donné lieu à une réclamation d’allocations familiales indûment versées, 106 concernaient des déclarations inexactes au sujet de la situation familiale. En 2012, 11 116 visites ont eu lieu auprès de 272 732 familles. Des allocations ont été réclamées dans 245 cas, dont 77 pour déclaration inexacte de la situation familiale.

En réponse à votre quatrième question, je peux dire que les familles contrôlées sont informées par courrier de la visite du contrôleur la semaine précédant le contrôle. Elles peuvent déplacer le rendez-vous ou demander des informations supplémentaires sur le contrôle ou le motif de celui-ci, etc. Lors de la visite, le contrôleur peut comparer la situation familiale réelle avec la situation administrative connue des services de paiement mais il peut aussi récolter des éléments factuels essentiels à l’exercice maximal du droit aux

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico’s. – De wezenbijslag wordt inderdaad betaald volgens de schaal die is opgenomen in artikel 50bis van de “kinderbijslagwet werknemers” op voorwaarde dat de overlevende ouder geen feitelijk gezin vormt met een niet-verwante persoon.

Om te garanderen dat alle kinderen exact de kinderbijslag krijgen waar ze recht op hebben, maar ook om gezinsbijslagfraude te bestrijden zijn de acties van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers of RKW een fundamenteel onderdeel van het preventiebeleid. Dat beleid steunt op het ter beschikking stellen van zo volledig mogelijke informatie over de betrokkenen aan de beheerders van kinderbijslagdossiers via een kadaster en in de vorm van gegevens van authentieke bronnen in andere sectoren. De sociale controles bij de gezinnen thuis vormen een aanvulling op dat preventiebeleid omdat bepaalde essentiële gegevens die nodig zijn om het recht op kinderbijslag vast te stellen, niet automatisch worden doorgestuurd. Ik denk bijvoorbeeld aan de inkomsten of de werkelijke gezinssituatie.

De werkelijke gezinssituatie stemt niet altijd overeen met de gegevens over de gezinssamenstelling in het Rijksregister van de natuurlijke personen. Het verschil tussen de verhoogde wezenbijslag en de gewone kinderbijslag is echter groot en via de huisbezoeken wil men de gegevens verzamelen, die de werkelijke situatie van de personen bevestigen.

De RKW kan me geen antwoord geven in verband met de eerste en tweede vraag omdat er momenteel geen statistieken bestaan van de kosten van die controles of van de teruggevorderde bedragen als gevolg van die bezoeken.

Voor de derde vraag is er slechts een gedeeltelijk antwoord. Hoe vaak de controleurs van de RKW bij huisbezoeken vaststellen dat een onjuiste verklaring werd afgelegd over de gezinssituatie, wordt wel bijgehouden, maar met dat aantal wordt geen specifieke statistiek opgemaakt in het kader van de gehele regeling voor de kinderbijslag voor werknemers. Bovendien is de gezinssituatie niet alleen een factor bij het toekennen van de wezenbijslag, maar ook bij het toekennen van andere sociale toeslagen en in de cijfergegevens wordt er geen onderscheid gemaakt. In 2011 werden bij de 269 117 door de Rijksdienst betaalde gezinnen 12 403 huisbezoeken uitgevoerd door de controleurs van de RKW. In 106 van de 261 gevallen waarbij die bezoeken tot de terugvordering van onterecht betaalde kinderbijslag geleid hebben, ging het om onjuiste verklaringen over de gezinssituatie. In 2012 werden echter 11 116 huisbezoeken uitgevoerd op 272 732 door de Rijksdienst betaalde gezinnen en werd in 245 gevallen kinderbijslag teruggevorderd. Daarvan ging het in 77 gevallen om onjuiste verklaringen over de gezinssituatie.

In antwoord op de vierde vraag kan ik mededelen dat de gecontroleerde gezinnen per brief op de hoogte worden gebracht van het huisbezoek van de controleur in de week voor het gepland is. Ze kunnen de afspraak verplaatsen en ook bijkomende informatie vragen over de controle op zich en de reden ervan, zoals wettelijkheid, grond van de controle enzovoort. Tijdens het huisbezoek kan de werkelijke gezinssituatie worden vergeleken met de administratieve situatie zoals die gekend is bij de betaaldiensten, maar kunnen eveneens feitelijke elementen aan het licht komen die

allocations familiales.

Le contrôleur pose des questions sur la situation familiale du parent survivant et sur ses moyens d'existence de manière à établir le statut de chef de ménage, ainsi que sur la participation éventuelle d'un tiers aux frais du ménage.

Pour répondre à votre cinquième question, je rappellerai que l'article 152 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés stipule que l'ONAFTS et chacune des caisses primaires disposeront d'un service de contrôle suffisant pour s'acquitter de la mission de surveillance qui leur incombe. L'Office exerce toutefois le contrôle au nom des organismes d'allocations familiales car ses contrôleurs sont les seuls à avoir les compétences fixées dans le Code pénal social.

Les inspecteurs sociaux et contrôleurs de l'Office ont reçu une formation spécifique pour pouvoir communiquer correctement et efficacement dans l'exercice de leur mission. Lors de la réorganisation des contrôles sociaux, on espère réduire la fréquence des contrôles des orphelins.

Les visites domiciliaires des contrôleurs ont en outre une fonction d'information et de soutien. Les intéressés peuvent poser des questions sur les allocations familiales et demander des éclaircissements sur la réglementation complexe qui s'applique à eux.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – Je m'interroge quand j'entends que quelque 12 000 visites domiciliaires ne font apparaître que 106 dossiers erronés. Combien ces contrôles coûtent-ils et rapportent-ils au Trésor ? Un renforcement des contrôles fiscaux rapporterait sans doute davantage.

Mesurer, c'est savoir et je déplore donc que nous disposions de si peu de statistiques.

Les visites domiciliaires ont surtout une fonction supplétive et vu le faible bénéfice qu'elles procurent, il faudrait peut-être plutôt envisager de poursuivre l'automatisation dans le cadre de la Banque-carrefour. Peut-être attend-on le transfert de compétences. Une automatisation plus poussée peut en tout cas épargner bien des coûts et des souffrances.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur «un statut pour les intervenants de proximité» (n° 5-3510)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – Les intervenants de proximité sont des bénévoles qui se dévouent sans réserve à

essentiel zijn om het recht op kinderbijslag maximaal uit te oefenen.

Er worden vragen gesteld naar de gezinssituatie van de overlevende ouder – vormt hij of zij eventueel een gezin en zo ja sinds wanneer – over de bestaansmiddelen, zodat het statuut als gezinshoofd kan worden gerechtvaardigd, en over een eventuele deelname in de gezinskosten door een derde persoon.

In antwoord op de vijfde vraag wijs ik erop dat in artikel 152 van de “kinderbijslagwet werknemers” bepaald is dat de RKW en alle primaire kinderbijslagfondsen over een controledienst moeten beschikken om hun opdracht van toezicht te kunnen uitoefenen. De RKW neemt echter de controle van de kinderbijslaginstellingen over, aangezien enkel de controleurs van de Rijksdienst over de in het Sociaal Strafwetboek vastgelegde bevoegdheden van sociaal inspecteurs beschikken.

De sociaal inspecteurs en controleurs van de Rijksdienst hebben een specifieke opleiding gevolgd om doeltreffend en correct te communiceren in het kader van hun opdracht. Bij de reorganisatie van de sociale controles wordt ernaar gestreefd de frequentie van de wezencontroles te verminderen.

De huisbezoeken van de controleurs hebben bovendien een ondersteunende en informerende functie. De betrokkenen kunnen vragen stellen over de kinderbijslag en verduidelijking vragen over de complexe reglementering die op hen van toepassing is.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Ik moet toch even de wenkbauwen fronzen wanneer ik hoor dat zo'n 12 000 huisbezoeken een 106-tal verkeerde dossiers opleveren. Hoeveel kosten dergelijke controles aan de schatkist en hoeveel brengen ze uiteindelijk op? Wellicht zou een hardere controle aan de andere kant van het spectrum, bij de fiscale fraude, ons veel meer opbrengen. Maar goed, elke fraude is er een te veel.

Meten is weten en daarom betreur ik het dat we over zo weinig statistieken beschikken.

De huisbezoeken hebben vooral een ondersteunende functie en als ze ons maar zo weinig opbrengen, dan moeten we ons misschien eens afvragen of we niet beter werken aan een verdere automatisering in het kader van de Kruispuntbank. Maar misschien is dat voor na de bevoegdheidsoverdracht. In elk geval kan een verdere automatisering zorgen voor de nodige besparing in kosten, maar ook in leed.

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over «een statuut voor mantelzorgers» (nr. 5-3510)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Mantelzorgers zijn personen die zich vrijwillig met hart en ziel inzetten voor een

un proche malade ou handicapé en situation de grande dépendance. Comme actuellement quelque 4% de la population a besoin d'assistance, les intervenants de proximité sont essentiels, ne serait-ce que dans une perspective de socialisation des soins. Cette forme de volontariat allège en outre le coût des soins.

Pour le moment, l'énergie que déploient les intervenants de proximité et les frais qu'ils supportent ne sont pas reconnus juridiquement. Le 23 mars 2013, le secrétaire d'État a annoncé sur son site que, à son initiative, le Conseil des ministres avait approuvé la veille un avant-projet de loi relative à la reconnaissance des aidants proches.

Le texte définit le concept et identifie les personnes auxquelles ce texte s'applique ; elles doivent répondre à un certain nombre de conditions pour être reconnues. Pour chaque personne dont il s'occupe, l'intervenant de proximité pourra demander une reconnaissance de sa mutuelle, qui lui ouvrira certains droits.

Pour développer le système, il faut que les intervenants de proximité soient adéquatement reconnus. Les critères doivent être suffisamment souples, sans interprétation limitative. L'avis du Conseil de l'égalité des chances, du Conseil consultatif fédéral des ainés, du Conseil d'État et du Conseil national supérieur des personnes handicapées a été demandé.

Dans l'élaboration de cet avant-projet, a-t-on tenu compte de la proposition de loi modifiant la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires en vue de relever le plafond d'exonération de cotisations de sécurité sociale pour l'indemnisation des frais en ce qui concerne le volontariat dans le secteur des soins ? Si oui, quels éléments en a-t-on repris ?

Quelles sont les lignes directrices du statut proposé ? Comment contrôlera-t-on le respect des critères ? Quels droits liera-t-on spécifiquement à la reconnaissance comme intervenant de proximité ? Pourra-t-on leur verser une indemnité pour leurs frais ?

Le secrétaire d'État a-t-il déjà reçu des avis des organes qu'il a consultés ? Si oui, quelle en est la teneur ? Peut-il me les transmettre ? Avec quels acteurs de terrain prévoit-on encore de se concerter pour évaluer le projet ? Dans quelle mesure en discute-t-on avec les communautés ?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – Dans l'accord de gouvernement du 6 décembre 2010 figure, sous la rubrique 3.3.2 visant à accroître l'intégration dans la société des personnes handicapées ce qui suit. « Les actions en faveur de la grande dépendance seront optimisées, en collaboration avec les entités fédérées. Ainsi, le gouvernement veillera, en collaboration avec ces dernières, à ce que les aidants proches soient mieux reconnus en fonction

zieke of gehandicapte naaste die zich in een situatie van grote zorgafhankelijkheid bevindt. Aangezien momenteel ongeveer 4% van de bevolking hulpbehoefend is, zijn mantelzorgers dan ook zeer belangrijk, al was het maar in het kader van de vermaatschappelijking van de zorg. Bovendien draagt die vorm van vrijwillige zorg ook bij aan de betaalbaarheid van de zorg.

Mantelzorgers krijgen momenteel geen juridische erkenning voor de energie en kosten die zij vrijwillig spenderen. Op 23 maart 2013 kondigde de staatssecretaris op zijn website aan dat op zijn initiatief de Ministerraad op 22 maart 2013 een voorontwerp van wet betreffende de erkenning van de mantelzorger had goedgekeurd.

In die tekst wordt het begrip “mantelzorger” gedefinieerd en worden de personen die deel uitmaken van die specifieke groep geïdentificeerd. Zo moet een persoon aan een aantal voorwaarden voldoen om te worden erkend. De mantelzorger zal per geholpen persoon een erkenning kunnen aanvragen bij zijn of haar ziekenfonds. Wanneer de erkenning wordt toegekend, zal het ziekenfonds een aantal rechten kunnen openen.

Om mantelzorg verder te stimuleren en zeker niet te gaan beperken, moeten de mantelzorgers efficiënt kunnen worden erkend. De criteria voor de erkenning moeten dan ook voldoende soepel zijn en ze mogen niet limitatief worden opgevat. Het voorontwerp ligt nu ter advies bij onder meer de Raad van de Gelijke Kansen, de Federale Adviesraad van Ouderen, de Raad van State en de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap.

Werd bij de opmaak van het voorontwerp rekening gehouden met het voorliggende wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van de vrijwilligers, teneinde het plafond van vrijstelling van socialezekerheidsbijdragen voor de onkostenvergoeding van het zorgend vrijwilligerswerk te verhogen? Zo ja, welke elementen werden opgenomen?

Welke zijn de krachtlijnen van het voorstel van statuut voor de mantelzorgers? Op welke wijze zal worden gecontroleerd of de criteria worden vervuld? Welke rechten zullen specifiek aan de erkenning als mantelzorger worden gekoppeld? Zal het mogelijk zijn een onkostenvergoeding voor mantelzorgers uit te betalen?

Heeft de staatssecretaris al een advies ontvangen van een van de geconsulteerde adviesorganen? Zo ja, hoe luidt dat advies? Kan de staatssecretaris me dat advies bezorgen? Met welke actoren is nog een overleg gepland om dit ontwerp verder af te toetsen? Welke overlegmomenten met het middenveld en betrokken actoren zijn nog gepland? In welke mate wordt over de materie met de gemeenschappen overlegd?

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – In het regeerakkoord van 6 december 2011 staat onder titel 3.3.2 “De integratie in de samenleving van personen met een handicap vergroten” het volgende: “De acties ten gunste van de grote zorgafhankelijkheid zullen in samenwerking met de deelstaten worden geoptimaliseerd. Zo zal de regering in samenwerking met laatstgenoemden de mantelzorg beter

des disponibilités budgétaires ».

Les difficultés des personnes en situation de dépendance ont aussi des répercussions sur leurs proches. En 2010, une étude réalisée par les universités de Namur (FUNDP) et de Bruxelles (VUB) recommandait de fonder d'éventuelles mesures et procédures sur une définition des personnes concernées. L'avant-projet détermine la catégorie des intervenants de proximité.

On estime que 30 000 personnes très dépendantes ne séjournent pas en institution, et ce nombre ira croissant en raison du vieillissement de la population et des progrès de la médecine.

L'avant-projet de loi relatif à la reconnaissance de l'aide proche est le fruit d'une réflexion à laquelle ont participé les acteurs de terrain. Son cadre a été la plateforme « aidants proches », où se sont retrouvées à maintes reprises les associations concernées, francophones et néerlandophones. Le Conseil national supérieur des personnes handicapées a également rendu un avis favorable sur la définition de l'aide proche.

Un arrêté royal définira l'aide proche comme un membre de l'entourage d'une personne en grande dépendance qui assiste celle-ci à son domicile, continûment ou régulièrement, dans le cadre du projet de vie de l'intéressé, de façon non professionnelle et avec la collaboration d'aidants professionnels. Cette définition proposée répond à une demande du secteur, lequel, représenté au sein de la plateforme, a été largement consulté.

Cette reconnaissance ne vise donc aucunement à résorber la pénurie de places d'accueil. Renforcer le réseau de centres d'accueil et d'hébergement ainsi que les services d'aide aux familles et d'aide au quotidien demeure une nécessité. La décision d'assumer l'assistance d'un proche ne peut être déterminée par l'insuffisance de l'aide professionnelle ni, comme le soulignent les acteurs de terrain, par une éventuelle indemnisation.

Un des principaux souhaits des représentants des intervenants de proximité est qu'on ne considère pas ceux-ci comme des volontaires tels que définis par la loi du 3 juillet 2005. Deux raisons sont invoquées : les intéressés n'acceptent pas l'obligation d'être liés à une asbl, et ils n'exigent pas davantage d'indemnisation pour s'occuper d'un être cher.

Différents experts et membres des conseils consultatifs concernés sont en train d'analyser l'avant-projet de loi. À l'issue de ces consultations, une procédure et des mesures d'exécution seront définies.

Mme Cindy Franssen (CD&V). – Je remercie le secrétaire d'État pour sa réponse. Je voudrais encore souligner l'importance de la concertation avec les communautés, dont – si je ne m'abuse – il n'a pas parlé.

waarderen, in functie van de budgettaire mogelijkheden.”

De moeilijkheden die zorgafhankelijke personen treffen, treffen ook hun omgeving en hun naaste familie. In de studie die in 2010 werd gemaakt door de universiteit van Namen (FUNDP) en de Vrije Universiteit Brussel (VUB), stond dan ook de aanbeveling dat eventuele maatregelen en procedures gebaseerd moeten zijn op een definitie van die categorie van personen. In het voorontwerp worden de mantelzorgers dan ook als categorie gedefinieerd.

Volgens schattingen zouden ongeveer 30 000 zwaar zorgafhankelijke personen niet in een instelling verblijven. Dat aantal zou stijgen naarmate de bevolking verder vergrijst en de geneeskundige zorg zich verder ontwikkelt.

Het voorontwerp van wet betreffende de juridische erkenning van het statuut van de mantelzorger is het resultaat van een denkvoering in samenwerking met de actoren op het terrein. Dat gebeurde via het platform “Aidants proches” dat meerdere malen is samengekomen met heel wat betrokken verenigingen, zowel Franstalige als Nederlandstalige. Ook de Nationale Hoge Raad voor Personen met een Handicap heeft een positief advies gegeven over de definitie van de mantelzorger.

Bij koninklijk besluit zal dan ook worden bepaald dat de mantelzorger iemand is uit de omgeving van een zwaar zorgbehoedende persoon die bij de betrokken thuis en aansluitend op zijn levensproject, op niet-professionele basis en met de medewerking van professionele hulpverleners ononderbroken en/of regelmatig ondersteuning en hulp biedt. De voorgestelde definitie van de mantelzorger beantwoordt aan een herhaalde vraag van de sector die, vertegenwoordigd in het platform, uitvoerig werd geconsulteerd.

De erkenning is dus in geen geval bedoeld om het tekort aan opvangplaatsen weg te werken. Het blijft dan ook noodzakelijk om het netwerk van opvang- en huisvestingscentra en van de hulpvoorzieningen, zoals de gezinshulpdiensten en de diensten die hulp bieden bij het dagelijkse leven, te versterken. De keuze om de zorg voor iemand uit de omgeving op te nemen, mag niet worden bepaald door het feit dat onvoldoende professionele hulp beschikbaar is en, volgens de wens van de actoren op het terrein, ook niet omdat er eventueel een vergoeding aan gekoppeld is.

Een van de belangrijkste vragen van de vertegenwoordigers van de mantelzorgers is om zeker niet te worden beschouwd als vrijwilliger, zoals beschreven in de wet van 3 juli 2005. Hier toe worden twee redenen naar voren geschoven. De betrokkenen gaan niet akkoord met de verplichting om aan een vzw te zijn gelieerd. Evenmin willen ze een vergoeding aanvaarden om zorg te dragen voor een dierbare.

Het voorontwerp van wet wordt momenteel geanalyseerd door de verscheidene experts en leden van adviesraden die bij de materie betrokken zijn. Op basis van die consultaties zullen een procedure en uitvoeringsbepalingen worden uitgewerkt.

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – Ik dank de staatssecretaris voor zijn antwoord. Ik wil nogmaals wijzen op het belang van het overleg met de gemeenschappen. Ik meen niet dat de staatssecretaris in zijn antwoord daarop is

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – La concertation est prévue pour les prochaines semaines. Nous cherchons encore une date pour une conférence interministérielle.

Demande d'explications de Mme Cindy Franssen au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique et à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur «l'accompagnement des malades cancéreux lors de leur retour sur le lieu du travail» (n° 5-3534)

Mme Cindy Franssen (CD&V). – En septembre 2012, la Ligue flamande contre le cancer a transmis un dossier à la ministre de l'Emploi, Monica De Coninck, sur les difficultés rencontrées par les (ex-)malades cancéreux lorsqu'ils reprennent le travail. Les principaux problèmes relevés dans ce rapport étaient les suivants : les malades cancéreux sont parfois licenciés durant leur congé de maladie ou peu après la reprise du travail, les employeurs ne veulent pas apporter les adaptations nécessaires et les malades cancéreux sont confrontés à des préjugés de la part des employeurs.

À la suite de ce rapport, il a été promis d'organiser, au printemps 2013, une table ronde avec toutes les parties concernées, y compris les communautés et les régions. Entre-temps, on a annoncé, le 15 janvier de cette année, que du côté wallon, l'INAMI avait conclu un accord de coopération avec le FOREM et les organismes assureurs afin de mieux accompagner les travailleurs en incapacité de travail lors de leur retour sur le lieu de travail.

La problématique que je viens de décrire prend de plus en plus d'importance. Quarante pour cent des diagnostics de cancer sont posés chez des personnes dont l'âge varie entre 15 et 64 ans. En 2009, cela représentait 14 200 personnes. Soixante à quatre-vingts pour cent des personnes qui survivent à la maladie reprennent le travail, mais elles sont souvent affaiblies physiquement et présentent une plus grande fatigabilité, symptômes qui vont souvent de pair avec une maladie chronique.

Quelles étapes concrètes l'accord de coopération entre l'INAMI, le FOREM et les organismes assureurs comportera-t-il ? Quel est l'objectif de cet accord de coopération ?

Une concertation est-elle prévue avec la Région flamande afin d'envisager une initiative similaire en coopération avec le VDAB ? Une telle initiative est-elle possible ? Dans l'affirmative, dans quel délai ? Dans la négative, quels sont les obstacles ?

ingegaan.

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – Het overleg is voor de komende weken gepland. We zoeken nog een datum voor een interministeriële conferentie.

Vraag om uitleg van mevrouw Cindy Franssen aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid en aan de vice-eersteminister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over «de begeleiding van kankerpatiënten bij hun terugkeer naar de werkvloer» (nr. 5-3534)

Mevrouw Cindy Franssen (CD&V). – In september 2012 heeft de Vlaamse Liga tegen kanker een dossier overhandigd aan de minister van Werk, Monica De Coninck, over de moeilijkheden die (ex-)kankerpatiënten ondervinden bij de werkherstelling. De belangrijkste knelpunten uit dit rapport waren dat kankerpatiënten soms ontslagen worden tijdens hun ziekteverlof of kort na hun werkherstelling, dat werkgevers de nodige aanpassingen niet willen doen en dat kankerpatiënten geconfronteerd worden met vooroordelen van de werkgever.

Ter gelegenheid van dit rapport werd beloofd in het voorjaar van 2013 een rondetafelconferentie te organiseren met alle betrokken partijen, ook van gemeenschappen en gewesten. Ondertussen werd op 15 januari van dit jaar bekendgemaakt dat het RIZIV aan Waalse kant een samenwerkingsovereenkomst heeft gesloten met FOREM en de verzekeringsinstellingen om arbeidsongeschikte werknemers beter te begeleiden bij hun terugkeer naar de werkplaats.

De problematiek die ik net beschreef, speelt een steeds grotere rol. 40% van de kankerdiagnoses wordt gesteld bij mensen tussen 15 en 64 jaar. In 2009 ging het om 14 200 mensen. 60 à 80% van de mensen die de ziekte overleven, keert terug naar de werkplaats. Weliswaar hebben ze vaak een verminderde fysieke conditie en een grotere vermoeidheid, ongemakken die veelal gepaard gaan met een chronische ziekte.

Welke concrete stappen zal de samenwerkingsovereenkomst tussen het RIZIV, FOREM en de verzekeringsinstellingen inhouden? Welke doelstelling is verbonden aan deze overeenkomst?

Staat er een overleg gepland met het Vlaams Gewest om een soortgelijk initiatief in samenwerking met VDAB te plannen? Is zo'n initiatief mogelijk? Zo ja, op welke termijn? Zo neen, wat zijn de hinderpalen?

M. Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et à la Politique scientifique. – *L'accord de coopération entre l'INAMI, le FOREM, l'AWIPH et les organismes assureurs a été conclu en exécution de la déclaration d'intention de coopération entre les organismes assureurs, les services communautaires et régionaux de l'emploi et de la formation, les services d'intégration des personnes handicapées et l'INAMI.*

Cette coopération vise à restaurer tout ou partie de la capacité de travail initiale ou à valoriser la capacité de travail potentielle de l'ayant droit, en particulier par l'apprentissage d'un nouveau métier de référence, par la mise à niveau des connaissances ou compétences professionnelles et par d'autres actions, telles que le coaching, qui favorisent l'intégration professionnelle de l'ayant droit.

À cet effet, les parties créeront un partenariat équilibré sur le plan des prestations mutuelles en respectant l'expertise de chacun.

Cet accord coexiste avec les autres programmes de recyclage professionnel que l'INAMI exécute en vertu de l'article 109bis de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Le 1^{er} mars 2011, un accord a été conclu avec des objectifs similaires entre les mêmes partenaires fédéraux et le VDAB. Cet accord a entre-temps été modifié en vue d'assurer un meilleur suivi des assurés sociaux qui veulent suivre une formation ou un programme de recyclage professionnel du VDAB.

Les deux accords visent toutes les personnes en incapacité de travail qui perçoivent une allocation de l'assurance indemnités et ne peuvent plus retrouver du travail dans leur profession de référence.

Les malades cancéreux sur lesquels porte la question, relèvent bien entendu de cette catégorie et peuvent être aidés par leur mutuelle et l'organisme régional concerné.

(La séance est levée à 15 h 15.)

Requalification en question écrite avec remise de la réponse

- Demande d'explications de Mme Elke Sleurs au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur « l'éloignement des femmes enceintes du lieu de travail » (n° 5-3161) (QE 5-9067)
- Demande d'explications de M. Bert Anciaux au secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, et secrétaire d'État à la Politique scientifique sur « la réforme des allocations aux personnes handicapées et des personnes âgées » (n° 5-3459) (QE 5-9070)

De heer Philippe Courard, staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en voor Wetenschapsbeleid. – De samenwerkingsovereenkomst tussen het RIZIV, de Forem, de AWIPH en de verzekeringsinstellingen werd gesloten in uitvoering van de intentieverklaring tot samenwerking tussen de verzekeringsinstellingen, de gemeenschaps- en gewestelijke diensten voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling, de bevoegde diensten inzake integratie van personen met een handicap en het RIZIV.

Deze samenwerking is erop gericht de initiële arbeidsgeschiktheid gedeeltelijk of geheel te herstellen of om de potentiële arbeidsgeschiktheid van de gerechtigde te valoriseren, meer bepaald door het aanleren van een nieuw referentieberoep, door het op peil brengen van professionele kennis of vaardigheden en door andere acties, zoals coaching, die de inschakeling van de gerechtigde in het arbeidsproces bevorderen.

Hiertoe zullen de partijen een evenwichtig partnerschap op het vlak van onderlinge prestaties tot stand brengen met respect voor elkaars expertise.

Deze overeenkomst bestaat naast de andere programma's van beroepsherscholing die het RIZIV uitvoert krachtens artikel 109bis van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Op 1 maart 2011 werd een overeenkomst met vergelijkbare doelstellingen gesloten tussen dezelfde federale partners en de VDAB. Deze overeenkomst werd ondertussen gewijzigd met het oog op en betere opvolging van de sociaal verzekerden die een opleiding of een programma van beroepsherscholing van de VDAB willen volgen.

Beide overeenkomsten zijn bedoeld voor alle arbeidsongeschikte personen die een uitkering ontvangen van de uitkeringsverzekering en die niet meer opnieuw aan de slag kunnen in hun referentieberoep.

De kankerpatiënten waarnaar in de vraag wordt verwezen, behoren uiteraard tot deze categorie en kunnen worden geholpen door hun ziekenfonds en de betrokken gewestelijke instelling.

(De vergadering wordt gesloten om 15.15 uur.)

Herkwalificatie als schriftelijke vraag met overhandiging van het antwoord

- Vraag om uitleg van mevrouw Elke Sleurs aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over “de werkverwijdering bij zwangere vrouwen” (nr. 5-3161) (SV 5-9067)
- Vraag om uitleg van de heer Bert Anciaux aan de staatssecretaris voor Sociale Zaken, Gezinnen en Personen met een handicap, belast met Beroepsrisico's, en staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid over “de hervorming van de tegemoetkomingen voor personen met een handicap en voor bejaarden” (nr. 5-3459) (SV 5-9070)